



Le défi de la pérennité de nos services publics

Samedi 20 mars 2010 – Aujourd'hui, des milliers d'employés de l'État, membres du Front commun intersyndical SISP-CSN-FTQ, marchent pour exprimer leur inquiétude par rapport aux intentions du gouvernement quant à l'avenir des services publics. Ils veulent des solutions aux problèmes quotidiens qu'ils vivent et qui ont des impacts directs sur les services offerts à la population.

Toutes les Québécoises et tous les Québécois doivent se sentir interpellés. Qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, de l'entretien des infrastructures, de la sécurité des routes et des aliments, de la protection de l'environnement, nos services publics sont des choix collectifs. Ils assurent un filet de sécurité sociale essentiel et constituent le meilleur outil de redistribution de la richesse. Pour les préserver, la recherche de solutions négociées est absolument incontournable.

Retenir l'expertise et assurer la relève

Nos services publics sont menacés par la difficulté d'y attirer et d'y retenir une main-d'œuvre compétente. Or, la pénurie de personnel se fait déjà sentir dans toutes les catégories d'emplois depuis plusieurs années. Elle va s'aggraver, à cause des départs massifs à la retraite, de mauvaises conditions de travail et d'une rémunération non concurrentielle. Travailler pour l'État québécois est de moins en moins attrayant. Y demeurer relève même de l'exploit !

Les travailleuses et travailleurs des services publics constatent chaque jour les conséquences du manque de personnel. Si aucune catastrophe grave ne s'est produite, c'est grâce à leur dévouement qui a su maintenir le niveau de services malgré le manque criant de ressources. Cette situation ne peut pas durer éternellement. Profitant de la dégradation des conditions de travail dans les réseaux publics, le secteur privé prend de plus en plus de place en offrant des services à prix forts.

Les boucs émissaires

En 2005, en pleine période de croissance économique, le gouvernement Charest a décrété nos conditions de travail jusqu'au 31 mars 2010. À quelques jours de cette échéance, le bilan est lourd : le pouvoir d'achat des salariés a chuté de plus de 3 % et ils ont de plus en plus de peine à offrir les services de qualité auxquels la population a droit.

Les salariés refusent d'être les boucs émissaires du retour à l'équilibre budgétaire, d'autant plus qu'ils seraient mis à contribution à la fois en tant que salariés et en tant que contribuables. N'est-ce pas le gouvernement Charest lui-même qui a détérioré la situation, notamment en se privant de cinq milliards en revenus récurrents depuis cinq ans ? Il prend maintenant cette situation pour prétexte afin de justifier sa proposition de hausses de 5 % sur cinq ans, bien en deçà des prévisions d'inflation et loin de ce qui est prévu dans le secteur privé.

Les travaux aux tables de négociation piétinent

Non seulement le gouvernement propose-t-il des augmentations salariales insuffisantes, mais les travaux aux tables de négociation piétinent toujours. Les représentants patronaux réclament des reculs majeurs dans les conventions collectives. Ils ne proposent aucune réponse concrète pour régler les problèmes vécus tous les jours dans les milieux de travail et n'ont pas d'ouverture à discuter des enjeux à la base de notre négociation. L'échéance du 31 mars avance pourtant à grands pas.

Ces négociations sont cruciales pour l'avenir des services publics. Le Front commun a pris tous les moyens pour se faire entendre, sans recourir jusqu'ici à des moyens lourds. Nous avons voulu laisser toutes les chances à la négociation pour trouver des solutions aux problèmes, notamment de pénurie. Mettant leurs intérêts particuliers de côté, les organisations syndicales ont formé un Front commun historique regroupant plus de 475 000 salariés de l'État. Persuadés que le bon sens allait triompher, nous avons déposé nos propositions plus de six mois avant l'échéance des conventions collectives. Hélas, jusqu'à maintenant les réponses du gouvernement ne témoignent d'aucun respect pour ses salariés. Nous sommes déçus de la tournure des événements. La manifestation d'aujourd'hui vise à rappeler notre détermination : nous voulons un règlement juste pour les travailleuses et travailleurs des services publics.

Pour le Front commun

Dominique Verreault
Secrétariat intersyndical des services publics (SISP)

Claudette Carbonneau
Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Michel Arsenault
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)